

# **Le C dans la dénomination du PDC**

*Lucrezia Meier-Schatz, Markus Arnold, Jacques Neiryneck, Martin Schwegler*

*Berne, décembre 2010*

## Résumé

Le présent document explique la position et la fonction d'une politique fondée sur une conception chrétienne de l'homme. Il décrit le cadre dans lequel peut ou doit s'inscrire l'action politique pour satisfaire à l'exigence de ce «C» qui figure dans le sigle du parti. Ce texte s'efforce de réunir – au-delà des responsables du parti – un large consensus en ce qui concerne une politique fondée sur des valeurs chrétiennes.

Le groupe de travail souligne qu'aucune politique ne peut prétendre en tant que telle d'être «chrétienne». C'est pourquoi le texte ne parle pas de «politique chrétienne», mais d'une politique fondée sur des valeurs chrétiennes et sur une conception chrétienne de l'homme.

L'introduction porte sur la position et la responsabilité politiques du PDC. Elle est suivie d'une brève définition de l'adjectif «chrétien» selon la conception de notre parti. Dans l'annexe I, les auteurs répondent à des questions fréquemment posées en relation avec le «C». Dans l'annexe II, la relation est établie entre ces valeurs «C» et les divers points forts de la politique du PDC, selon les résultats d'une vaste enquête effectuée en avril 2010.

## Introduction

Le PDC diffère de la plupart des partis en cela qu'il n'adhère à aucune idéologie, mais qu'il défend les valeurs issues du christianisme. Le C signifie que son action politique s'inscrit dans une dimension verticale, qui échappe à l'opposition horizontale classique entre les deux pôles opposés de la droite et de la gauche. Le PDC ne vise pas un compromis boiteux entre ces extrêmes incompatibles, mais un dépassement de leur contradiction en créant une voie de conciliation. Nous gardons toujours présent à l'esprit les intérêts de tous. Tel est le rôle du PDC.

Le PDC rejette toute idéologie, parce que la pensée idéologique constitue toujours une simplification excessive de la réalité, qui est elle complexe et contradictoire. Au lieu de nous figer dans une idéologie, nous respectons des valeurs, que nous refusons toujours de sacrifier à une tactique politicienne. Néanmoins, nous avons conscience que des valeurs différentes peuvent entrer en concurrence. Par conséquent, il faut établir une hiérarchie entre elles et renouveler sans cesse notre base de décisions. Il s'agit là d'un travail exigeant et redoutable, forcément entaché d'erreurs, qui nous vaut souvent le reproche de ne pas présenter clairement notre position.

Dans un parti fondé sur des valeurs, il n'existe aucune opinion toute faite. Le parti doit l'élaborer, car loin d'être dépositaire de la vérité, il est à sa recherche. Le PDC est moins important que les valeurs qu'il s'efforce de promouvoir. Ces valeurs sont concrétisées ci-dessous.

## Signification de l'adjectif «chrétien» pour les membres du PDC

Le «C» signifie le **respect de l'homme**, c'est-à-dire d'une dignité humaine qui échoit à tout individu, indépendamment de son âge, de son sexe, de sa nationalité, de sa religion, de sa situation sociale ou de ses performances.

Le respect de la dignité humaine implique ainsi un refus de toute forme de sexisme ou de racisme. Pour cette raison, la politique fondée sur une conception chrétienne ne peut tolérer ni les violations des droits de l'homme, ni le dénigrement de ceux-ci.

Le « C » signifie la **responsabilité individuelle** qui est **la base de la liberté de chacun**. Cependant, la liberté sans responsabilité à l'égard d'autrui est inconcevable, car chaque individu fait partie d'une communauté.

Le « C » fonde **une action solidaire et durable**, qui suppose le respect des autres, des futures générations et de l'environnement.

La conception chrétienne de l'homme est fondamentalement positive et se fonde sur **l'aspiration au bien chez l'homme**. Cette conception n'est toutefois pas naïve au point d'ignorer les forces destructrices existant en lui.

La **responsabilité individuelle** est essentielle pour nous. Néanmoins si nous nous obstinons à l'exiger avec intransigeance et sans compromis, nous réclamerons trop de l'être humain, qui n'est pas parfait. Nous agissons tous parfois d'une manière irresponsable et nous échouons à respecter nos propres idéaux. Soyons honnêtes à cet égard. Le perfectionnisme est toujours à la merci de l'hypocrisie et de la morale jésuitique. À cela s'ajoute que nos performances ont, elles aussi, des limites. Quiconque se fonde sur le seul rendement privilégie les personnes capables plutôt que les personnes malades, handicapées et âgées. Toutes ont pourtant des droits et méritent notre respect. C'est pourquoi la valeur d'un individu ne doit jamais être mesurée uniquement à l'aune de ses performances.

Le «C» signifie enfin la promotion du **bien-être de tous**. Cela vaut autant dans un cercle restreint (famille) que dans des cercles plus larges (commune, Etat). Nous avons la conviction que le respect des deux principes que sont la **subsidiarité** et la **solidarité** permet de garantir ce bien-être.

La **subsidiarité** implique que la communauté la plus étendue (par exemple, l'Etat) soutienne toujours la communauté plus restreinte, lorsque le niveau d'action inférieur (par exemple, l'individu, la famille, la commune, le canton) ne peut assumer seul sa tâche. Mais l'aide de l'Etat ne saurait mettre sous tutelle les niveaux subordonnés, qui doivent reprendre leur destin en main aussi rapidement que possible.

Toutefois, la subsidiarité ne peut être détournée par une attitude égoïste au nom du fédéralisme. La **solidarité** nous invite à toujours garder présent à l'esprit le bien général comme à soutenir ceux qui sont moins efficaces. L'exemple classique est la péréquation financière entre cantons ou communes. En 2004, le PDC a formulé cette interaction indispensable de la subsidiarité et de la solidarité dans le libellé «libéral-social» qui sera explicité à l'annexe I chiffre 6.

## Annexe I

1. Quelle importance prend la Bible, par exemple les Dix Commandements ou le Sermon sur la Montagne, pour le PDC?

La foi chrétienne contient en premier lieu une relation personnelle à Jésus-Christ et l'espérance que confère la croyance en la résurrection. Dès lors, la Bible n'est pas un manuel d'éthique et encore moins un manuel politique. Elle transmet surtout un sens pour la vie et la motivation de construire celle-ci à partir de sa foi. Nous y trouvons les valeurs fondamentales de la conception chrétienne de l'homme, qui nous guident et qui traversent la Bible tel un fil rouge.

Toutefois, nous n'en déduisons pas que la Bible contient des dispositions directement utiles à la politique de tous les jours. Des textes importants sur le plan éthique tels que les Dix Commandements ou le Sermon sur la Montagne requièrent une interprétation scientifique. Les Dix Commandements ne répondent pas à toutes les questions de l'existence, mais nous invitent à construire notre vie sur la conviction de notre liberté et à sauvegarder également cette liberté pour autrui. Le Sermon sur la Montagne contient, lui aussi, une conception morale attachante de la liberté, qui doit nous encourager à orienter notre action vers le bien. Si le Sermon sur la Montagne est interprété comme s'il s'agissait d'une loi, il dépasse définitivement les capacités de l'homme. C'est pourquoi nous nous opposons à une moralisation hâtive sur la base de la Bible, qui est en premier lieu un livre de foi. Nous rejetons donc toute utilisation fondamentaliste de textes bibliques en tant que fondement d'une politique. Nous sommes partisans de cette lecture critique de la Bible qui a également fait ses preuves en théologie.

2. Quelle signification revêt la foi chrétienne personnelle des membres du PDC ?

La religion est redevenue une force structurante dans la société du XXI<sup>e</sup> siècle. Cela vaut dans le sens aussi bien positif que négatif. La foi religieuse ne peut donc plus simplement être confinée à la seule sphère privée. La religion doit se déployer en public et non dans des cultures annexes. Toutefois, le choix de la foi personnelle et celui de sa pratique sont une affaire privée, aujourd'hui comme hier. Ces choix doivent être respectés, tant qu'ils ne violent pas l'Etat de droit démocratique. Le PDC respecte aussi ce principe dans son fonctionnement interne. Ainsi, il est possible que des militants du PDC, qui se disent eux-mêmes incroyants, n'en adhèrent pas moins dans une large mesure à l'image de l'être humain selon le PDC.

3. Quelles sont les relations du PDC avec les Eglises chrétiennes ? Sont-elles au-delà des confessions, œcuméniques ou liées à une Eglise particulière?

Le PDC n'entretient aucun lien particulier avec une Eglise quelconque. Certes, il possède des racines historiques en qualité de représentant des intérêts des catholiques, qui furent jadis l'objet de discriminations dans certains cantons. Cela appartient à l'Histoire, bien que le PDC continue de puiser dans la riche tradition de la doctrine sociale catholique. En ce qui concerne ses principes fondamentaux, cette tradition a également inspiré, en l'enrichissant, dans le dialogue œcuménique portant sur l'éthique sociale chrétienne. Aujourd'hui, le PDC se présente comme un parti défendant des valeurs par-delà les confessions. Il n'est pas davantage œcuménique, car l'œcuménisme est l'affaire des Eglises. Le PDC y apporte sa contribution, en ce sens que des chrétiens de différentes confessions s'engagent dans ses

rangs. Le PDC s'intéresse donc également au dialogue avec des Eglises chrétiennes, en particulier avec les Eglises nationales. Cela vaut notamment pour les thèmes politiques auxquels les Eglises s'intéressent.

4. Comment se situe le PDC par rapport à des communautés religieuses non chrétiennes ?

Le PDC offre un accueil à tous les individus qui partagent ses valeurs et qui s'engagent pour l'Etat de droit démocratique. Nous cherchons le dialogue avec les communautés religieuses qui partagent les valeurs décrites. En outre, nous nous engageons pour défendre l'exercice aussi libre que possible de la pratique religieuse dans notre Etat et nous encourageons les contacts des communautés religieuses avec les autorités nationales. De même, le dialogue interreligieux revêt une grande importance à nos yeux. Ce dialogue a démontré que les religions du Livre (judaïsme, christianisme et islam) peuvent apprendre les unes des autres.

Néanmoins, nous ne sommes pas partisans d'une tolérance à bon marché qui se désintéresserait du phénomène religieux. Nous soutenons une tolérance active, qui ne redoute pas de poser des questions critiques aux communautés religieuses et qui leur demande d'organiser leur vie propre de manière compatible avec les droits fondamentaux de l'Etat de droit démocratique.

5. Une place particulière dans l'échiquier politique ressort-elle du « C » ?

Le PDC ne se sent membre d'aucun bloc parce qu'il exige la responsabilité individuelle ainsi qu'une action solidaire et durable et parce qu'il défend la liberté individuelle et la dignité humaine. Une politique fondée sur la conception chrétienne de l'homme s'efforce de construire des ponts entre les vieux fronts idéologiques et de mettre au point des solutions pragmatiques. Puisque nous n'avons pas la prétention de posséder des réponses définitives dans tous les cas, nous sommes prêts à faire des compromis. Une politique issue de cette attitude se positionne forcément entre les pôles et est qualifiée de politique du centre. Le PDC lui-même ne se décrit pas comme libéral et social, mais plutôt comme libéral-social.

La dignité humaine, la responsabilité individuelle et la liberté, la responsabilité collective et la solidarité, le développement durable constituent la base de notre politique. À partir de ces principes, le PDC rejette aussi bien la tutelle de l'Etat que le nationalisme égoïste : Ceci répond au cadre libéral-social voulant que la politique fondée sur une conception chrétienne de l'homme s'efforce de respecter l'opinion d'autrui et de faire des compromis.

6. N'y a-t-il pas une contradiction à vouloir être à la fois libéral et social ?

La formule de « libéral-social », qui fut utilisée pour la première fois en 2004 dans le programme du renouveau portant sur la définition des valeurs du PDC, est effectivement inhabituelle.

Certains cantons dans lesquels le Kulturkampf a bel et bien existé jusqu'au XX<sup>e</sup> siècle ont été marqués par l'antagonisme entre libéral (radical) et catholique (conservateur). L'adversaire politique étant «libéral, il eût été inconcevable que le PDC se pare volontairement de cet adjectif. Dans d'autres cantons, on entend l'expression «libéral-social» comme une combinaison de libéralisme et de socialisme, ce qui effectivement est une contradiction en soi.

Cependant si nous considérons les adjectifs libéral et social comme des références à des valeurs, non seulement l'expression libéral-social fait sens, mais elle correspond à la tradition chrétienne. Dans la Bible déjà, nous trouvons des valeurs de liberté et des valeurs d'amour. L'affranchissement d'Israël de l'esclavage de l'Égypte par l'Alliance sur le Sinaï dans l'Ancien Testament, le double commandement d'aimer Dieu et d'aimer son prochain dans l'Ancien et dans le Nouveau Testament, mais surtout Paul dans l'épître aux Galates renvoient à ces deux valeurs chrétiennes fondamentales: pas de liberté sans amour ; pas d'amour sans liberté.

La doctrine sociale est encore plus claire dans la tradition de l'Église catholique: le bien général est encouragé par le respect des principes de subsidiarité et de solidarité. La subsidiarité protège de la mise sous tutelle par une instance supérieure et garantit la liberté d'action du niveau inférieur. À son tour, la solidarité protège la subsidiarité de toute interprétation égoïste. L'expression libéral-social (avec le trait d'union!) résume cette tradition chrétienne sous la forme la plus brève possible. On peut également la représenter par l'image. Le fondement des valeurs de nombreux partis peut être représenté par un cercle avec un centre. Selon le parti, c'est le terme de « liberté », de « solidarité » ou de « développement durable » qui figure au centre.

Le fondement des valeurs du PDC ne peut être représenté que sous la forme d'une ellipse: elle n'a pas de centre, mais deux foyers, subsidiarité-solidarité, ou liberté-amour. Il n'est possible de construire l'ellipse (le bien général) qu'en prenant toujours les deux foyers en considération. Cela vaut pour tous les domaines de la politique.

### Comment les valeurs du « C » peuvent-elles être transposées dans le quotidien politique?

Les points suivants montrent, à titre d'exemple, donc sans prétendre à l'exhaustivité, comment les valeurs chrétiennes devraient être vécues. Ils constituent des orientations sérieuses, tout en sachant qu'il n'y a pas de réponses toutes faites pour résoudre les problèmes de notre pays et de notre société.

#### 1. Politiques sociale et familiale

La famille est la base de notre société. Quiconque décide de fonder une famille se déclare prêt à en assumer la responsabilité sa vie durant. Les membres de la famille, qu'ils soient jeunes ou vieux, les familles avec enfants ainsi que celles qui sont dans des étapes ultérieures de la vie s'entraident. Elles sont également tenues par la loi d'assumer leurs responsabilités. L'Etat a tout intérêt à ce que le plus grand nombre possible d'individus assument leurs responsabilités mutuellement et sans conditions. C'est pourquoi les familles ne doivent pas faire l'objet de discriminations, ni être défavorisées par rapport à d'autres formes d'existence.

Être partisan de la famille ne signifie pas que nous imposons aussi un modèle pour l'organisation de la vie familiale. Bien au contraire: nous partons de l'idée que les familles savent le mieux quelle est la forme d'existence la plus appropriée pour elles. Nous nous engageons donc pour la liberté de choix entre les partenaires en ce qui concerne le travail professionnel et l'éducation des enfants. C'est pourquoi les parents qui renoncent à un second revenu pour assumer eux-mêmes la plupart des tâches d'encadrement ne doivent pas être désavantagés. Mais à l'inverse, il ne faut pas que des parents touchant deux revenus soient de ce fait pénalisés.

En règle générale, notre politique familiale marquée par une conception chrétienne de l'homme veut que les familles soient soutenues financièrement et sur le plan des infrastructures par l'Etat en cas de besoin.

#### 2. Politique sociale

À notre avis, une politique fondée sur la conception chrétienne de l'homme doit être mesurée à l'aune du bien-être des plus faibles. Mais cela ne signifie pas que les individus puissent se reposer sur la certitude qu'ils seront pris en charge par la société ou par l'Etat, sans qu'ils assurent une part raisonnable de leur revenu.

Notre politique sociale a pour objectif de permettre aux individus de prendre leur existence en main sous leur propre responsabilité. Nous n'acceptons aucun système social qui mette les gens sous tutelle et qui les prive de la responsabilité de leur existence. Mais nous savons que tous ne sont pas capables d'organiser celle-ci d'une manière responsable.

À nos yeux, l'Etat doit donc aider tous les individus qui sont dans une situation économique précaire. Mais il doit également veiller à ce qu'ils sortent de leurs difficultés. Comme les hommes peuvent aussi être paresseux, il faut créer des incitations leur permettant de mobiliser leurs propres forces afin de redevenir économiquement autonomes.

Nous avons la conviction que les personnes capables de vivre d'une manière autonome sont plus contentes et plus heureuses. L'Etat doit fournir le soutien adéquat à cet effet.

En Suisse, nous avons des assurances sociales de qualité. Afin qu'il en aille de même pour les générations futures, il faut renforcer davantage la culture du « vivre ensemble ». Nous ne voulons pas d'un Etat providence dans lequel le citoyen se sentirait comme dans un libre-service. En principe, ce n'est pas seulement l'Etat qui est impliqué ici, mais l'individu lui-même et ses initiatives civiques. En collaboration avec l'Etat, nous nous engageons en faveur de l'assainissement à long terme de nos assurances sociales. Leurs déficits ne correspondent pas à une politique durable, ni à notre principe de juste solidarité entre les générations.

### **3. Politique des migrations et de l'intégration**

L'immigration de gens provenant d'autres pays et d'autres cultures est un fait. On ne peut ni ne doit faire marche arrière à ce propos. L'intégration des immigrés constitue un défi pour tout Etat. En Suisse, les mesures d'intégration déploient leurs effets, mais certains aspects négatifs subsistent et sont perçus comme des problèmes importants par de larges tranches de la population.

D'autres partis tentent d'exploiter à leur avantage, d'une manière simplificatrice et émotionnelle, le malaise tangible de nombreux Suisses et Suissesses à l'égard des étrangers. Selon nous, il est incompatible avec la dignité humaine, de dénigrer des personnes en raison de leur origine et de leur race. Il résulte de cette position que le PDC ne saurait adopter une ligne xénophobe. Nous avons une attitude ouverte, respectueuse et tolérante, à l'égard des étrangers. C'est pourquoi nous ne détournons pas notre regard lorsqu'il y a des problèmes. Nous jugeons inutile de renoncer à nos propres valeurs, car nous partons de l'idée que l'ancrage bien fondé de nos valeurs est le meilleur moyen de vivre en paix avec autrui.

Il faut que l'Etat agisse afin de trouver une solution aux problèmes liés à l'intégration. Son action doit encourager l'intégration, tout en exigeant aussi quelque chose de la part des migrants. Ceux-ci ont une responsabilité individuelle qui peut être exigée dans la perspective d'une bonne intégration.

Il est nécessaire d'avoir des lignes de conduite claires qui, en cas de non-respect, entraînent des conséquences tout à fait rigoureuses mais justes pour les individus. Cela signifie que ces sanctions ne doivent jamais violer les principes du droit international.

### **4. Politique économique et financière**

Le PDC ne peut se limiter ni à une politique économique libérale – qui ne se fie qu'au marché et qui minimise le rôle de l'Etat – ni à une politique économique sociale – qui adopte par contre une position opposée. Nous prônons une économie sociale de marché dans laquelle chacun et chacune peut s'épanouir et se perfectionner. Selon nous, la conception chrétienne de l'homme nous oblige à accorder une place importante à la responsabilité individuelle de chacun dans tous les domaines, donc aussi dans celui de l'économie. La concurrence en tant que fondement de notre modèle économique est la forme la plus efficace d'un développement économique durable et de haute qualité.

Cependant tous les hommes ne sont pas efficaces de la même manière, ni toujours en mesure

de faire face à la concurrence. C'est pourquoi l'économie de marché doit être sociale. Un équilibre solidaire doit ainsi s'établir pour empêcher le clivage entre riches et pauvres. Car la richesse de notre pays se mesure à l'aune du bien-être des plus faibles.

La politique du PDC consiste à encourager la libre entreprise. Ceci exige que la marge de manœuvre de celle-ci soit limitée uniquement par des lois, des règlements et des contrôles, conçus afin d'assurer le maintien et l'expansion de notre économie nationale dans son ensemble.

Les entreprises doivent être conscientes qu'elles agissent dans un environnement social et que leur politique d'entreprise ne peut pas engendrer des tensions sociales. Celle-ci doit fonder une économie efficace qui respecte les travailleurs, les consommateurs et l'environnement.

Nous avons une estime particulière pour les petites et moyennes entreprises (PME), parce que nous avons la conviction que les employeurs et les travailleurs y agissent en partenariat et que les intérêts des uns et des autres s'y équilibrent sans intervention importante de l'Etat.

Pour garantir l'égalité des chances, il faut garantir l'accès à une bonne formation, ainsi qu'à une bonne formation continue, et stimuler chez l'individu l'esprit d'innovation, son esprit de rendement et de concurrence.

L'économie de marché sociale doit assurer la qualité de vie des générations futures. C'est pourquoi, à nos yeux, les dettes qui leur seront léguées ne sont justifiables que si l'utilité des prestations liées à ces dettes leur profite à elles en premier lieu.

## **5. Politique de formation**

Une politique de formation crédible assure l'égalité des chances et l'égalité des performances. La justice implique que chaque enfant bénéficie des mêmes conditions de départ. Comme nous assumons une responsabilité collective, un niveau de formation et des normes d'éducation de haute qualité doivent être assurés de façon homogène dans toutes les régions du pays.

Dans un Etat visant le bien-être, il convient que chacun puisse se perfectionner. De cette manière, l'individu s'épanouit, contribue au bon fonctionnement de notre société et favorise durablement son autonomie économique. Ces principes doivent être reconnus et soutenus financièrement par l'Etat.

## **6. Politique de l'environnement**

Le développement durable est une valeur fondamentale de notre politique. Cela signifie que l'on assume une responsabilité pour l'avenir. Une gestion attentive de l'environnement est ainsi une composante obligée de la politique du PDC. Cette politique a pour objectif d'atteindre le développement durable principalement par le biais d'incitations et de mécanismes de contrôle adaptés à l'économie.

Le PDC place au premier plan la réduction de la consommation d'énergie, car nous ne pouvons ni ne voulons épuiser les ressources terrestres au détriment d'autres régions ou des

génération futures. De plus, il convient de réduire les nuisances pour le climat. L'énergie dont nous avons besoin doit provenir, davantage que par le passé, de sources renouvelables. Nous défendons donc la thèse selon laquelle la Suisse atteigne à moyen terme son autonomie énergétique en n'important plus que de façon marginale des ressources non renouvelables comme le pétrole, le gaz ou l'uranium. Notre pays doit consentir un effort conséquent d'une part pour améliorer le rendement énergétique de ses installations de son habitat et de ses transports et d'autre part pour récupérer l'énergie solaire, éolienne, hydraulique et géothermique qui peut être captée sur son territoire. C'est la seule politique qui concilie économie et écologie.

Les générations de demain nous en remercieront.